



No 4

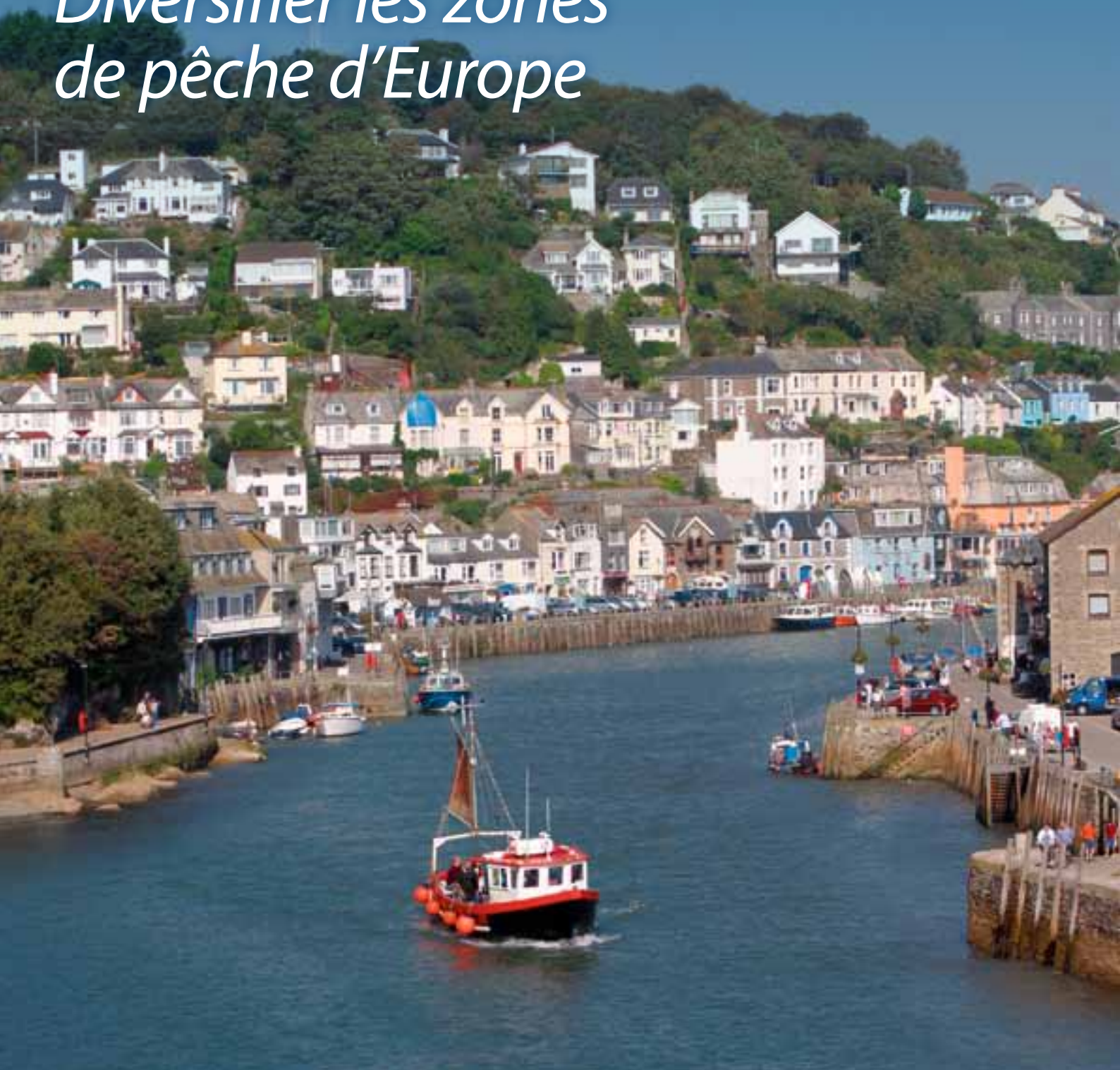
Printemps-Été 2011

ISSN 1831-5747

farnet

M A G A Z I N E

Diversifier les zones de pêche d'Europe



Commission européenne
Affaires maritimes et Pêche

FR



Sommaire

Photos (pages):

iStockphoto (1, 5), Commission européenne (3), Dolenjska and Bela Krajina Heritage Trail Project (6), Paolo Zitti (6, 22), Jean-Luc Janot (7, 12, 13, 14), Wacław Idziak (7), Monica Burch (8, 9), Câmara Municipal da Nazaré (10), Ricardo Leopoldo Silva (11), Katia Frangoudes (15), Fiskfrämjandet Stockholms Skärdgård (17,18, 19,20), Marco Polo Echanger Autrement (22), Antonio Muñoz Ruiz (22), Sodankylä kunta (22), Marta Kaminska (23, 26, 27), Ryszard Zarudzki (25), M. Bury (26).

Couverture: Bateau de pêche quittant le port de Looe en Cornouailles (Royaume-Uni).

Journalisme: Jean-Luc Janot, Eamon O'Hara.

Ont également participé à la rédaction de ce numéro: Urszula Budzich-Szukala, Monica Burch, Adam Futymski.

Production:

DevNet geie (AEIDL/Grupo Alba) / Kaligram.

Contact:

FARNET Magazine, Cellule d'appui FARNET, rue Saint Laurent 36-38, B-1000 Bruxelles
+32 2 613 26 50
info@farnet.eu
www.farnet.eu

FARNET Magazine est publié par la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. Il est distribué gratuitement sur simple demande.

FARNET Magazine paraît deux fois par an en français, allemand, anglais et espagnol.

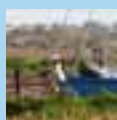
Éditeur responsable: Commission européenne, Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche, Directeur général.

Clause de non-responsabilité: bien que la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche soit responsable de la réalisation générale de FARNET Magazine, la Commission n'a ni adopté ni approuvé, de quelque manière que ce soit, les positions exprimées dans cette publication. Toute déclaration faite dans FARNET Magazine ne peut être interprétée comme étant le reflet des opinions de la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche de la Commission européenne. La Commission européenne ne garantit pas l'exactitude des données mentionnées dans la présente publication. La Commission européenne ou toute personne agissant en son nom décline toute responsabilité pour tout usage qui peut être fait de ce magazine.

© Union européenne, 2011.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

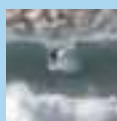
Imprimé en Belgique sur papier recyclé.



Diversifier les zones de pêche d'Europe : une nécessité

4

L'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) vise à aider les habitants des zones de pêche à améliorer leurs conditions de vie en développant de nouvelles activités. Zoom sur l'Andalousie.



Reportage : Surfer sur l'innovation

10

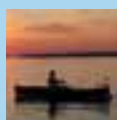
Le centre-ouest côtier du Portugal explore des voies de diversification nouvelles dans la pêche, le tourisme, le patrimoine mais aussi la biologie et les énergies renouvelables.



Interview: Katia Frangoudes

15

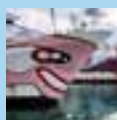
Katia Frangoudes est chercheuse et cofondatrice d'AKTEA, le Réseau européen des organisations de femmes de la pêche et de l'aquaculture.



Reportage : Retour dans les îles

17

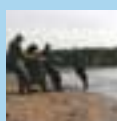
Des actions en amont pour diversifier la pêche dans l'archipel de Stockholm (Suède).



Alizés

22

Quatre projets de développement territorial innovants mis en œuvre dans des zones de pêche.



Projecteur : Nouvelles perspectives pour les zones de pêche polonaises

23

Comment la Pologne utilise-t-elle les fonds de l'Axe 4 ? Trois questions à Kazimierz Plocke, Secrétaire d'État au Ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Réseau FARNET

27



Editorial

« Se diversifier, c'est beaucoup plus qu'élargir ses sources de revenu ou changer de métier ; c'est développer des activités économiques nouvelles et durables qui améliorent la qualité de vie. »

La crise économique a montré que l'Europe devait impérativement se tourner vers de nouveaux types de production plus durables et à plus forte intensité de connaissances. Mais dans les territoires tributaires de la pêche, les besoins sont particulièrement criants et les opportunités rares. En plus des effets directs de la récession, le secteur est confronté à une diminution de la ressource conjuguée à une augmentation des coûts (de carburant notamment) et à une pression croissante des importations. Même si la réforme de la Politique commune de la pêche vise à résoudre le problème de la surexploitation de la ressource, on sait que l'emploi dans le secteur halieutique risque prochainement de connaître une nouvelle baisse d'effectifs. Or l'Axe 4 peut jouer un rôle clé face aux menaces qui pèsent sur les communautés dépendantes de la pêche, notamment en aidant celles-ci à saisir les opportunités offertes par le développement maritime.

Une des stratégies locales soutenues par l'Axe 4 consiste donc à opter pour des investissements intelligents et verts, qui permettent aux communautés de pêche de capter une plus grande part de la valeur générée dans la chaîne d'approvisionnement. Le précédent numéro de *FARNET Magazine* a traité de cette démarche stratégique essentielle sous le titre « Valoriser les produits locaux de la pêche ».

Mais pour la plupart voire la totalité des zones de pêche, cela ne sera pas suffisant pour garantir des emplois durables de haute qualité aux pêcheurs et à leur famille ainsi qu'aux communautés qui dépendent du secteur. C'est pourquoi ce quatrième numéro de *FARNET Magazine* est consacré à la question plus large de la diversification des zones de pêche. On verra dans les articles qui suivent qu'il ne s'agit pas d'abandonner ou de menacer la pêche mais, au contraire, de s'appuyer sur les atouts, la culture et les compétences des communautés de pêche pour profiter des niches émergentes. L'objectif est de veiller à ce que les populations locales bénéficient réellement des mutations qui affectent l'ensemble de la société.

De nombreux territoires de pêche figurent parmi les zones côtières les plus dynamiques d'Europe, tandis que d'autres, plus éloignés, disposent d'atouts naturels et culturels superbes mais sous-utilisés.

On constatera au fil des pages de ce numéro que les groupes locaux tentent d'exploiter et de valoriser les ressources humaines et naturelles les plus accessibles aux populations locales à travers des activités telles que le pescatourisme ou les productions artisanales spécifiques. Mais, avec le soutien et la formation adéquats, les communautés locales peuvent également profiter de tous les secteurs de croissance intelligents, verts et solidaires associés à la stratégie Europe 2020 et à la Politique maritime intégrée.

Ce numéro de *FARNET Magazine* débute par une exploration des formes de diversification possibles pour les zones de pêche puis montre comment cela se traduit sur le terrain à travers des reportages dans la zone Oeste (Portugal) et l'archipel de Stockholm (Suède) ainsi qu'en Andalousie (Espagne). L'interview principale de ce numéro met en évidence le rôle des femmes, qui sont souvent des agents de diversification et d'innovation pour la pêche et les territoires qui en dépendent. Enfin, le dernier article examine l'action des 26 groupes polonais récemment sélectionnés et qui, étant donné la taille de leur budget, risquent fort d'être des acteurs de premier plan dans la diversification des zones de pêche européennes.

La DG Mare a placé de grands espoirs dans l'Axe 4 et est ouverte à la possibilité de le maintenir dans le cadre de la future période de programmation. Mais cela dépendra avant tout de la capacité des 270 groupes d'action locale pêche à soutenir des projets de haute qualité et à jeter les bases d'un avenir plus durable. A cet effet, leur stratégie de diversification jouera un rôle essentiel. La DG Mare va observer cela de près et fournira son appui chaque fois qu'elle le pourra. Nous souhaitons un franc succès à vous tous qui travaillez sur le terrain dans les zones de pêche.

Ernesto Penas Lado,
Directeur, Direction générale des
Affaires maritimes et de la Pêche

Diversifier les zones de pêche d'Europe : une nécessité

L'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) vise à aider les habitants des zones de pêche à améliorer leurs conditions de vie en développant de nouvelles activités. Il soutient à cette fin les territoires qui explorent des voies nouvelles, aptes à renforcer leur économie et à diversifier les sources de revenu des pêcheurs et de leur famille.

Une grande partie des subsides du FEP est directement destinée au secteur de la pêche afin de l'aider à relever les défis auxquels il fait face, tels la diminution des stocks de poisson, la perte de marchés due à la concurrence des importations, l'augmentation du prix des carburants et des matières premières. La pêche européenne utilise le FEP pour adapter la flotte mais aussi pour investir dans l'aquaculture, la transformation et la commercialisation.

Même si ces démarches peuvent contribuer à relever certains défis du secteur, la tendance actuelle est que le nombre d'actifs capables de vivre uniquement de la pêche va continuer de baisser. Qui plus est, l'impact de ce changement dépasse le secteur lui-même pour affecter les familles des pêcheurs et les communautés de pêche dans leur ensemble. C'est particulièrement le cas des territoires qui sont traditionnellement tributaires de la pêche comme l'une des principales sources d'emploi et de revenu.

L'Axe 4 a été en partie mis en place pour s'attaquer à ce problème. Pour aider à l'amélioration des conditions de vie des habitants des zones de pêche, il soutient les territoires qui explorent des voies nouvelles afin de renforcer leur économie et, par le développement d'activités complémentaires, diversifier les sources de revenu des pêcheurs et de leur famille. Ces nouveaux revenus peuvent provenir d'activités étroitement liées à la pêche – valoriser les produits de la pêche, par exemple – mais aussi d'autres secteurs. Dans les deux cas, il revient au groupe d'action locale pêche (FLAG), qui comporte généralement une forte représentation du secteur de la pêche, d'examiner les différentes options possibles et de choisir la stratégie présentant le plus de potentiel pour le territoire concerné. Très souvent, il s'avère que les meilleures opportunités de développement se trouvent en dehors du secteur halieutique, à travers une multitude d'activités aussi diverses que le tourisme, le non-marchand, les arts et la culture, les énergies renouvelables, les technologies de l'information ou encore la gestion de l'environnement.

Les clés de la réussite tiennent dans le choix d'activités adaptées aux spécificités du territoire, dans le conseil et le renforcement des capacités des acteurs locaux, et dans une bonne adéquation entre les projets individuels et la stratégie territoriale globale.

Qu'entend-t-on par « diversification des zones de pêche » ?

La diversification des zones de pêche peut s'entendre de différentes façons. Il peut s'agir de la diversification du secteur lui-même, à travers les nouvelles techniques, la vente directe ou la transformation artisanale des produits de la pêche. Il peut s'agir aussi de développer la pluriactivité, les pêcheurs et leur famille continuant de pêcher mais exerçant aussi une activité complémentaire comme le tourisme ou la restauration. Il peut s'agir enfin d'une diversification plus large du territoire vers des activités non liées à la pêche comme



▲ Près de la côte anglaise : tourisme et loisirs offrent de bonnes opportunités de diversification.

les énergies renouvelables ou d'autres secteurs maritimes émergents. Plusieurs publications FARNET récentes, notamment un dossier technique et l'édition précédente de FARNET Magazine, ont traité de la valorisation des produits locaux de la pêche. Dans ce numéro, on se préoccupera donc d'abord des activités hors secteur mais qui sont intéressantes pour les zones de pêche et peuvent offrir aux pêcheurs, à leur famille et à d'autres acteurs du territoire la possibilité de se créer de nouvelles sources d'emploi et de revenu.

Les exemples de diversification existants sont dans une large mesure basés sur des atouts locaux préalablement identifiés par la communauté. Il peut s'agir d'atouts naturels favorables au tourisme ou d'atouts moins tangibles tels que des savoir-faire ou des traditions qui permettent de développer des marchés pour des produits alimentaires ou culturels spécifiques. Dans tous les cas, on devrait toujours partir des forces endogènes au territoire, même si certaines zones ont la

possibilité d'aller au-delà d'activités strictement « locales » en se lançant dans des projets plus larges liés, par exemple, aux technologies de l'information, à l'énergie ou à d'autres secteurs d'activités maritimes.

Les exemples de stratégies et de projets mentionnés ci-dessous proviennent surtout de territoires qui n'ont pas encore bénéficié de l'intervention de l'Axe 4 ou de ses effets sur le terrain parce qu'elle vient juste de commencer. La plupart d'entre eux peuvent néanmoins s'appliquer à n'importe quelle zone de pêche pour la rendre plus compétitive et plus diversifiée économiquement.

Des revenus supplémentaires grâce aux sous-produits

Le principal produit de la pêche est bien sûr le poisson, mais d'autres produits ou sous-produits peuvent également être valorisés et générer des revenus supplémentaires. Les déchets de poisson peuvent le plus souvent être utilisés dans l'alimentation animale (utilisation des abats de poisson dans les élevages de visons, par exemple) ou les engrais, mais on trouve en Suède des exemples plus innovants : ainsi, une gamme complète de produits (abat-jours, sacs, vêtements et même bijoux et maillots de bain) sont fabriqués à partir de peau de poisson. Ces nouvelles utilisations sont maintenant promues en Finlande par le FLAG Österbotten (voir FARNET Magazine n°2) qui a financé une formation pour les pêcheurs, leur famille et d'autres acteurs locaux intéressés à concevoir et à fabriquer des produits en peau de poisson.





▲ Vêtements confectionnés en peau de poisson.



▲ L'imposant château de Zuzemberk, sur la route du patrimoine de Dolenjska et Bela Krajina (Slovénie).



▲ Quand l'art prend possession de la criée d'Ancône (Italie).

Attirer les touristes

De nombreux territoires de pêche voient dans le tourisme un moyen de générer des revenus supplémentaires. Il est vrai qu'au cours de la dernière décennie, le tourisme a été l'un des secteurs économiques qui a connu la plus forte croissance. Mais tous les territoires n'ont pas ce qu'il faut pour attirer les touristes et les FLAG devraient envisager cette voie de diversification avec prudence s'ils veulent que la communauté de pêche puisse en profiter. Les exemples de projets réussis montrent en effet que :

- (a) La pêche peut être une attraction touristique en soi. D'où le «pescatourisme», soit le fait d'emmener des passagers à bord d'un bateau de pêche pour observer le travail des pêcheurs. Mais les États imposent un certain nombre de règles (de sécurité, etc.) plus ou moins contraignantes pour cette activité. Dans le département français du Var, un projet Axe 4 est en train d'expérimenter la formule et d'en faire profiter l'ensemble du pays en vue d'une éventuelle réforme du cadre réglementaire français (voir la section «Alizés» de ce numéro).

Les FLAG peuvent également promouvoir des activités du même genre, telles que l'utilisation d'anciens bateaux de pêche pour des excursions ou des parties de pêche à la ligne, ou même dispenser des formations sur les nouvelles techniques de pêche ou la sécurité en mer.

- (b) L'implication de la population locale est nécessaire pour identifier les attractions touristiques potentielles et les combiner de façon optimale. En Slovénie, une localité a ainsi mis au point une route du patrimoine dans une région qui n'est pas spécialement une destination touristique. Une démarche collective locale regroupant 32 organisations partenaires a permis d'identifier 150 sites intéressants, dont 28 ont finalement été retenus pour figurer sur l'itinéraire. L'ensemble a ensuite été numérisé pour permettre aux visiteurs de composer leur propre parcours. Grâce à des actions de promotion, la route est à présent au catalogue de nombreux tour-opérateurs spécialisés. Cet exemple montre aussi qu'impliquer la population dans l'élaboration d'une route thématique contribue à maintenir la circulation automobile dans des limites raisonnables et à ce que les retombées du tourisme profitent à la population locale plutôt qu'à des investisseurs extérieurs.

- (c) Il est utile de mettre en valeur la spécificité d'un produit ou service : le succès de nombreuses entreprises offrant un hébergement ou des produits locaux typiques est étroitement lié à leur capacité de fournir quelque chose de «spécial». C'est par exemple le cas de l'hôtel «Almadra de Conil» en Andalousie (Espagne) : ayant hérité d'une demeure

historique dans la ville côtière de Conil, les propriétaires ont décidé de convertir le bâtiment en petit hôtel avec comme thème l'«almadraba», une technique propre à la région qui consiste à pêcher le thon en plaçant les filets à certains endroits bien choisis de la côte. Grâce à son ambiance particulière et à ses liens étroits avec la communauté locale (six emplois et de nouveaux débouchés pour les entreprises locales ont été créés), l'hôtel, qui a ouvert ses portes en 2003, est devenu un établissement prospère.

Les activités sociales et culturelles

L'idée de générer des revenus grâce à des activités sociales et culturelles est relativement récente et, dans les zones de pêche, cette possibilité n'a pas encore été tout à fait explorée. Des exemples existent toutefois, comme le festival «Ports ouverts» à Ancône en Italie (voir la section «Alizés» de ce numéro).

Autre exemple d'utilisation novatrice des spécificités socioculturelles locales : en Pologne, depuis la fin des années 90, plusieurs villages parmi les plus reculés du nord du pays valorisent des «thèmes» qui améliorent leur attrait pour les visiteurs, tout en instillant un sentiment de fierté et de cohésion dans la population locale.



▲ Un train touristique relie les communautés de pêche de la baie de Somme (France).

Ces villages « thématiques » (les cinq premiers ont été soutenus par le programme européen EQUAL) offrent désormais une palette de jeux interactifs et autres attractions, chacun se concentrant sur un thème particulier (le « village des pirates », le « village labyrinthe » et même le « village des Hobbits »). Certains thèmes sont liés à la pêche ou à l'eau : par exemple, Góra, dans le nord-est de la Pologne, propose la visite d'une cabane de pêcheur, où les visiteurs se font raconter des histoires et ont la possibilité de pêcher leur propre poisson. La fréquentation de ces villages (touristes, écoliers, etc.) a constamment augmenté et le concept se répand maintenant dans d'autres régions polonaises.

Ce ne sont là que quelques exemples d'activités pouvant être entreprises par les communautés de pêche en quête de diversification. Un prochain guide FARNET en fournira d'autres, dans des domaines tels que l'environnement et les énergies renouvelables, les technologies de l'information et les nouveaux services. Quoi qu'il en soit, il importe de garder à l'esprit que la stratégie de développement doit être adaptée aux potentiels du territoire concerné, ainsi qu'aux savoir-faire et compétences des acteurs locaux.

Rôle du FLAG et du réseau européen

Le FLAG peut grandement favoriser la diversification, en veillant tout d'abord à ce que celle-ci soit acceptable et qu'elle soit profitable au secteur de la pêche local. Ensuite, il devra favoriser la coopération des différents acteurs locaux : entre les producteurs s'il s'agit de créer une marque locale ; entre les prestataires d'hébergement et les opérateurs d'attraction afin de construire un produit touristique cohérent. La collaboration des autorités locales qui peuvent mettre en œuvre des projets de développement des infrastructures touristiques locales par exemple, est également essentielle.



◀ Jeux pédagogiques à Iwicino, « village thématique » de Poméranie occidentale (Pologne).

Une autre fonction très importante du FLAG est de fournir formation et accompagnement aux porteurs de projet, notamment aux pêcheurs, aux PME et aux associations locales. Le fait d'impliquer les acteurs locaux dans l'élaboration de la stratégie puis dans la sélection des projets stimule la motivation et la créativité. Le FLAG doit ainsi « animer » les porteurs de projet, veiller à ce qu'ils possèdent les compétences nécessaires, s'assurer de l'appui des acteurs clés, désamorcer les conflits et, plus largement, mobiliser l'ensemble de la communauté locale. ■

La diversification en Andalousie (Espagne)

Soleil, mer et territoires durables

Les FLAG andalous encouragent leurs communautés de pêche à sortir des sentiers battus et à saisir les nouvelles opportunités qui se présentent malgré la crise.

L'Andalousie reflète parfaitement l'image que les étrangers se font du sud de l'Espagne : farniente, flamenco, corrida, beau temps, bonne cuisine et vacances à forfait sur la Costa del Sol. Mais, à la fois riveraine de la Méditerranée et de l'Atlantique, et disposant d'une flotte de 1 672 navires, l'Andalousie est aussi la deuxième région de pêche espagnole. La pêche proprement dite y emploie à elle seule plus de 8 500 personnes mais si on y ajoute la transformation, le secteur halieutique andalou fournit jusqu'à 25 % des emplois dans certaines municipalités.

Dans ce contexte, comment vivent les communautés de pêche de cette région qui attire chaque année plus de 14,6 millions de touristes avec le cortège de problèmes qui en découlent (augmentation des coûts, diminution de la ressource, restrictions et marginalisation accrues...), mettant ainsi le secteur halieutique sous pression ? Et dans quelle mesure l'attractivité de la région peut-elle faciliter la diversification du secteur de la pêche et des communautés qui en dépendent ?

Margarita Pérez, Directrice générale pour la Pêche et l'Aquaculture au gouvernement d'Andalousie, parle d'un secteur « *démotivé et démoralisé* », qui a absolument besoin de se diversifier pour survivre mais qui doit encore trouver le modèle apte à assurer aux pêcheurs des revenus décents, tout en garantissant la durabilité à long terme de la pêche. Depuis 2002, pour encourager cette diversification, le gouvernement régional a pris plusieurs initiatives comme l'organisation d'expositions de photos et de vidéos pour promouvoir le patrimoine halieutique andalou, ou encore l'aménagement d'un bateau de pêche traditionnel à des fins touristiques.

Les solutions, insiste cependant Mme Pérez, doivent venir du terrain, avec comme conditions clés la participation et la gouvernance à l'échelon local. À cet égard, elle met beaucoup d'espoir dans l'Axe 4. Ayant constaté l'impact positif de l'intervention des groupes d'action locale Leader sur le développement rural de la région, elle espère que les FLAG réussiront aussi bien à stimuler l'envie d'entreprendre et à favoriser l'augmentation des revenus et la diversification des zones tributaires de la pêche.

Associer pêche et tourisme

La diversification est une des priorités stratégiques du FLAG Cadix Estrecho dont le territoire comprend la *Costa de la luz* et le détroit de Cadix. Cette zone en croissance comprenant des sites naturels protégés, les acteurs locaux veulent absolument lui épargner l'arrivée du tourisme de masse qui sévit ailleurs le long de la côte. Les habitants de localités telles que Barbate, Conil et Zahara de los Atunes, sont fiers de leur tradition de pêche, en particulier de l'« *almadraba* », une pratique qui remonte aux Phéniciens et qui consiste à attraper le thon dans des filets judicieusement placés le long de la côte. Or, selon Rafael Quiros, maire de Barbate et vice-président du FLAG, la forte dépendance de la ville vis-à-vis de la pêche contribue à un taux de chômage qui dépasse les 40 %. Pour M. Quiros, il est clair que le développement d'une économie mieux équilibrée et diversifiée est essentiel pour l'avenir de Barbate.



▲ Conil de la Frontera.

Localement, les idées de projets de diversification ne manquent pas, ni les ressources naturelles. Pour ce territoire situé à seulement une dizaine de kilomètres du Maroc et comprenant le parc naturel de Breña et Marismas qui couvre plus de 5 000 ha de pinèdes, de falaises, de dunes et d'espaces marins protégés, une multitude de possibilités existent. Maria José Domínguez, directrice de ce FLAG récemment constitué, dresse la liste de quelques idées émergentes : excursions au Maroc ; cyclotourisme dans le



▲ Le port de pêche de Tarifa.

parc; observation des baleines à Tarifa; centre de flamenco à Barbate... Mais, à cause du manque de capital et de formation, le secteur de la pêche est souvent mal placé pour profiter de ces ressources. Il a également des préoccupations plus urgentes qu'il lui faut aborder avec l'objectif à plus long terme de développer de nouvelles activités.

C'est peut-être pour cela que, dans beaucoup de zones de pêche andalouses, le concept de diversification a tendance à concerner des activités de proximité et complémentaires de la pêche. Des projets d'aquaculture pouvant apporter aux pêcheurs un complément d'activité sont à l'étude. L'un d'entre eux, présenté au FLAG, propose d'engager des pêcheurs en chômage pour des activités associant aquaculture, gestion environnementale et tourisme dans les anciens marais salants de Conil. D'autres propositions visent à valoriser la tradition locale de pêche au thon pour renforcer l'identité et développer des produits touristiques autour du thon: musée, sculptures, sentiers, visites guidées des sites de pêche au thon (que surplombent souvent des forts et des tours de guet), visites de producteurs de poisson salé et fumé, de pâtés et autres conserves.

La *Cofradia* de Conil, l'une des quatre associations locales de pêcheurs membres du FLAG, a souvent été au fil des ans à la pointe de démarches visant une meilleure sélection et qualité du poisson. Elle est aussi aux avant-postes dans la diversification des activités de pêche. Tout en pilotant un programme d'aquaculture offshore auquel participent environ 50 des 294 pêcheurs de Conil, elle conduit également un projet de mise en place d'une zone marine protégée qui sera cogérée par ses membres, en partenariat avec une organisation environnementale, les universités de Cadix et Séville ainsi que les administrations nationales et régionales.

Pour Nicolás Fernandez, secrétaire de la *Cofradia* et président du FLAG Cádiz Estrecho, l'intérêt économique et environnemental de telles initiatives est évident. À l'avenir, il aimerait voir se mettre en place un bureau de gestion des ressources de la région qui veillerait à la protection et à la valorisation des ressources halieutiques, tout en créant des emplois dans une zone où compter uniquement de la pêche est devenu de plus en plus difficile.

Les femmes, agents de diversification

Nicolás Fernandez et Margarita Pérez s'accordent en tout cas sur un point: les conjointes de pêcheur et les autres femmes ayant des liens avec le secteur sont les mieux placées pour trouver des solutions en matière de diversification et d'augmentation des revenus.

C'est dans cette optique que le FLAG Cadiz Estrecho a contribué à mettre en place une association de femmes à Conil et encourage des structures similaires à se créer dans les trois autres municipalités de son territoire. Les femmes qui peuvent conjuguer motivation, idées et capacité d'investir dans des projets sont vues comme une composante essentielle de la stratégie du groupe d'action locale. L'administration régionale, le FLAG et même un transformateur local ont avancé plusieurs idées d'activités qui pourraient être financées par l'Axe 4 et générer des revenus pour les femmes et de la valeur ajoutée pour le secteur. On pourrait par exemple élaborer et promouvoir des forfaits touristiques incluant la visite des ports et des criées, des musées de la pêche et d'entreprises de transformation locales. Cela créerait une nouvelle clientèle pour les restaurants et les hôtels. L'association envisage elle-même de publier un livre basé sur les histoires des pêcheurs.

En matière de diversification, les FLAG andalous en sont au tout début de leur cheminement mais le besoin d'élargir les activités des zones de pêche est quelque chose de profondément ressenti. Si les FLAG réussissent à faire correspondre les nombreuses idées qui émergent du terrain avec les gens et les ressources privées qui peuvent les concrétiser, la région peut s'attendre à des perspectives futures intéressantes. La pêche est au cœur de l'économie de nombreuses communautés côtières andalouses. Il s'agit maintenant pour elles de saisir l'opportunité que constitue l'Axe 4 pour se construire un avenir plus solide, dans lequel la pêche continuera de jouer un rôle au sein de territoires qui sauront valoriser aussi toutes leurs autres ressources.

CONTACT

Junta de Andalucía
Consejería de Agricultura y Pesca
Pesca y Acuicultura
C/ Tabladilla, s/n, E-41071 Sevilla
+34 955 032 000
dgpesca.cap@juntadeandalucia.es

Reportage

SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DANS LA ZONE OESTE [PORTUGAL]

Surfer sur l'innovation

Résolument tourné vers la mer, le centre-ouest côtier du Portugal explore des voies de diversification nouvelles dans la pêche, le tourisme, le patrimoine mais aussi la biologie et les énergies renouvelables. L'Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP) vient renforcer le processus.



▲ Blocs de béton servant de récifs artificiels au large de Nazaré.

16 février 2011. Avis de tempête sur le Portugal. Un vent de 10 Beaufort a déchaîné la mer et des vagues gigantesques se brisent sur les falaises du cap Carvoeiro et de l'archipel des Berlengas. Tous les ports du pays sont fermés, à l'exception de Nazaré.

Canyon

Nazaré, c'est justement un des deux principaux pôles d'activité de la zone de pêche Oeste située à une soixantaine de kilomètres au nord de Lisbonne. 15 000 habitants mais dix fois plus en été, une vieille ville et une plage magnifiques, un port de pêche qui assure un tiers des emplois locaux. Ici, la pêche imprègne toute la culture locale. Il faut dire qu'elle bénéficie de conditions naturelles exceptionnelles : le canyon sous-marin de Nazaré, qui entaille la plateforme continentale dès la

sortie du port, est le plus grand d'Europe, l'un des plus grands au monde : il s'étend sur 210 km et atteint une profondeur de plus de 4 300 m, présentant une vaste hétérogénéité d'habitats renforcée par les courants sous-marins. D'où une grande biodiversité et beaucoup de poissons... jusqu'à ces dernières années qui ont vu là aussi la ressource décliner.

« Il ne faut pas plus de pêche mais une meilleure pêche », insiste le maire de la ville, Jorge Barroso, avant de présenter le projet qui lui tient particulièrement à cœur : l'installation de récifs artificiels au large de Nazaré afin de reconstituer un écosystème riche qui favorisera une vie marine diversifiée. Pas moins de 1 800 cubes de béton de 1,2 mètre sur 1,2 ont ainsi été déposés au fond de la mer, à 20 mètres de profondeur, sur une superficie correspondant à 35 terrains de football. « L'idée, explique

Jorge Barroso, c'est de reconstituer une ressource de qualité pour les pêcheurs professionnels et créer une zone attractive pour le pécaturisme ; on veut que les touristes puissent pêcher un peu de poisson dans cette zone et qu'ils fréquentent davantage les restaurants pour manger du poisson accompagné des produits de notre terroir car ici, mer et terre, pêche et agriculture doivent aller de pair. » Et d'ajouter : « Dans la même veine, nous sommes également en train de créer une zone exclusive de pêche à l'hameçon. Les professionnels sont d'accord, ils viennent de signer. Tout le monde comprend que sans la pêche, nous serions une destination touristique comme une autre, voire plus du tout une destination touristique. Et puis il faut créer les conditions pour que la pêche attire les jeunes car Nazaré ou Peniche sans la pêche, ce n'est plus Nazaré ou Peniche... »



▲ Peniche mérite bien son surnom de « Capitale de la vague ».

Nouvelle vague

Surnommée la « Capitale de la vague », Peniche (29 000 habitants) est l'autre grand pôle d'activité de la zone de pêche Oeste. Après avoir longtemps été premier, Peniche est le deuxième port de pêche du Portugal ainsi qu'un centre de construction navale et de conserverie de poisson. 423 bateaux et 1 090 pêcheurs (contre 5 000 il y a vingt ans) y sont immatriculés. Ici aussi le maire de la ville, Antonio Correia, a « son » projet innovant : « *Je reviens de Finlande où j'ai participé à une réunion consacrée au 'WaveRoller', le 'sous-marin de Peniche' comme j'aime l'appeler... Au titre du 7^e programme cadre de recherche et développement de l'UE, nous sommes engagés dans un projet technologique de pointe, l'expérimentation d'un procédé révolutionnaire de production d'énergie à partir de la mer. Il s'agit de placer dans les fonds marins des plaques en acier et fibre de verre qui, en oscillant par la force des vagues, produisent de l'électricité. Un prototype a été installé à Peniche et on a commencé à recueillir des données sur la façon dont le système se comporte. On espère pouvoir commercialiser le système d'ici cinq à sept ans. C'est un excellent projet pour Peniche car les plaques sont fabriquées ici et toutes sortes de ressources locales – plongeurs, chantiers navals – sont mobilisées. C'est aussi une autre façon de considérer la mer.* »

En matière d'innovation marine, Peniche et l'ensemble de la zone Oeste disposent d'un atout majeur : l'École supérieure de tourisme et de technologie de la mer et, en son sein, le Groupe de recherche sur les ressources marines (GIRM). Fondé en 2007, le GIRM rassemble 70 chercheurs impliqués dans plusieurs projets pouvant ouvrir de réelles opportunités de diversification pour l'économie locale.

Le plus impressionnant est certainement le projet « Filet à bulles » cofinancé à hauteur de 550 000 euros par le FEP et auquel participe une coopérative de pêcheurs. Unique au monde, son principe s'inspire de la technique utilisée par la baleine à bosse pour attraper ses proies : elle émet un cercle de bulles qui emprisonne le banc de poissons qu'elle n'a ensuite plus qu'à avaler. « *L'objectif, c'est de pêcher la sardine de façon plus écologique car il n'y a plus de filet polluant et on évite les prises accessoires* », affirme Rui Pedrosa, coordinateur du GIRM.



▲ Le « filet à bulles » développé par l'institut ESTM (au-dessus).



▲ Les chercheurs du GIRM ont mis au point un mélange de glace et d'algues qui prolonge la conservation du poisson.

Le centre poursuit d'autres recherches visant une meilleure valorisation des ressources de la mer: culture en laboratoire d'algues et d'éponges permettant de produire des molécules d'une grande utilité pour la médecine et l'alimentation; expériences sur différents procédés de congélation pour prolonger la conservation du poisson (glace associée aux algues, antioxydants); optimisation du processus de nettoyage des palourdes; valorisation du baliste cabri, poisson négligé et pourtant très savoureux, non gras et riche en protéines et en omégas 3; identification d'algues comestibles et commercialisables;

recherche sur l'extraction de la chitine des crustacés... La chitine est une substance à haute valeur économique, utilisée notamment en cosmétique, en médecine (traitement des brûlures, fabrication de fils chirurgicaux à la fois résistants et flexibles), dans l'alimentation (fabrication de jus) ou encore dans le traitement des eaux usées. «A titre d'exemple, la carapace d'un crabe contient 25 % de chitine», précise Rui. «A ce propos, nous avons déposé un projet Axe 4 qui vise à évaluer le potentiel du crabe nageur, un crustacé que l'on prend en pêchant la sardine mais que l'on jette parce qu'on ne lui voit encore aucune utilité.»



Deux maires, un diagnostic et des projets pour l'Axe 4

Ce reportage dans la zone de pêche Oeste a été l'occasion d'interviewer les maires des deux plus grandes municipalités et principaux ports du territoire, à savoir Antonio Correia pour Peniche (29 000 habitants) et Jorge Barroso, pour Nazaré (15 000 habitants). Chacun a bien voulu se

prêter en direct au jeu de l'analyse SWOT des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour leur ville respective en particulier et la zone Oeste en général. Un instantané du développement local, par deux acteurs de premier plan, synthétisé dans le tableau ci-dessous :



▲ Jorge Barroso (à gauche) et Antonio Correia (à droite).

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Identité, traditions	Compétitivité de la pêche (pêcheurs et flotte vieillissants; prix de vente bas, prix des matières premières élevés...)	Développement durable (zone de pêche exclusive, récifs artificiels, Berlengas réserve de la biosphère...)	Pression démographique
Mer (excellents ports, canyon sous-marin de Nazaré, archipel des Berlengas, plages...)	Pollution industrielle (à certains endroits)	Tourisme actif (pescatourisme, surf, plongée)	Pressions sur l'environnement marin (ex: prospection pétrolière)
Agriculture et horticulture de qualité		Secteurs maritimes dont la mer, source d'énergie renouvelable	Diminution de la ressource
		Fonds européens («à condition qu'ils soient adaptés à la situation locale»)	

Cette analyse «à chaud» recoupe en grande partie celle réalisée par le FLAG Oeste et qui a débouché sur une stratégie articulée autour de trois priorités :

1. Compétitivité, innovation et valorisation des produits locaux;
2. Restructuration des activités et promotion des compétences professionnelles;
3. Valorisation sociale, culturelle et patrimoniale.

Pour l'instant, chacune des deux municipalités a proposé deux projets à financer par l'Axe 4 :

- > à Nazaré, la construction sur le port d'un centre polyvalent (lieu de rencontre mais aussi d'information et de formation) pour les professionnels de la pêche;
- > à Peniche, la mise en valeur d'un site archéologique romain couplé à la rénovation des salles du musée de la ville consacrées à la dentelle, une tradition locale.

Pour en savoir plus : <http://cms.adepe.pt>

Combiner pêche et tourisme

Le GIRM a déposé deux autres dossiers, auprès du groupe d'action locale pêche (FLAG) Oeste cette fois : pour un projet visant à améliorer la gestion et la promotion des pouces-pieds des Berlengas – un crustacé qui peut se vendre jusqu'à 200 euros le kilo – et pour un nouveau produit touristique basé sur la pêche à la sardine, avec un forfait incluant le visionnement d'un film sur l'importance de la sardine dans la culture locale, une excursion en mer pour observer cette pêche et finalement une dégustation de sardinades dans un restaurant de Peniche. *«Au-delà d'une prestation qui conjugue économie, patrimoine et gastronomie, l'originalité du projet tient dans l'idée d'observer l'activité d'un bateau de pêche à partir d'un autre bateau, touristique celui-là, ce qui permet de respecter la législation interdisant aux pêcheurs de prendre des passagers»*, explique Mónica Chalabardo, coordinatrice du FLAG.

«Il faut effectivement utiliser un bateau spécialement aménagé car, ici comme ailleurs, le pescatourisme fait l'objet de nombreuses contraintes réglementaires», confirme José Fernandes, président de l'Association des opérateurs touristiques marins de Peniche. José pêche de décembre à mai et emmène des touristes en mer le reste du temps. Le tourisme représente 70 % de ses revenus contre 30 % pour la pêche. *«Avec mon bateau qui peut prendre huit personnes, je propose plusieurs formules : des petites excursions de pêche 'sportives' ou familiales, la visite de l'archipel des Berlengas à 12 milles d'ici, ou encore une balade le long de la côte.»* A Peniche, ils sont 20 à combiner pêche et tourisme et 15 d'entre eux se sont regroupés en association en décembre 2009 pour *«mieux s'organiser, se professionnaliser...»* Leur projet pour l'Axe 4 ? Mettre en place un bureau permanent, *«en dur»*, car la billetterie dont ils disposent sur le port n'est qu'un petit kiosque provisoire.



▲ José Fernandes devant sa billetterie provisoire.

Surfeurs

Si le pescatourisme est une activité porteuse dans toute la zone Oeste, il est un autre secteur en pleine expansion autour de Peniche : le surf. *«Pour surfer, il faut que le vent vienne de la terre, pas de la mer»*, explique Ricardo Leopoldo Silva, président de l'association locale des écoles et camps de surf. *«Or grâce à la presqu'île de Peniche, nous avons la chance d'avoir deux plages opposées et il y en a toujours une qui reçoit le vent de la terre ; quand ce n'est pas l'une, c'est l'autre... On peut donc surfer tous les jours. C'est unique en Europe !»*

La pratique du surf à Peniche a commencé au début des années 70 mais a pris son plein essor il y a dix ans et, en 2009, la ville a été choisie comme unique étape européenne du « World Surfing Tour », la coupe du monde de surf. *«Les deux épreuves qui se sont tenues jusqu'ici à Peniche ont chacune attiré environ 20 000 surfeurs et spectateurs»*, mentionne Ricardo qui tient avec son frère António le « Peniche Surf Camp », l'une des vingt écoles de surf de la ville, mais l'une des seules ouvertes toute l'année. *«J'avais déjà travaillé dans une école de surf tenue par des Allemands»*, raconte Ricardo. *«J'ai fini mes études universitaires en 2004 et j'étais sans emploi. Plutôt que de*

me retrouver chômeur diplômé, j'ai décidé de créer une école, pour enseigner le surf mais aussi la culture du surf.» Disposant d'une infrastructure de 120 lits, le Peniche Surf Camp propose des forfaits à la semaine comprenant sept nuits d'hébergement et cinq jours de formation. La structure accueille annuellement quelque 3 000 surfeurs en provenance de nombreux pays européens. *«Notre marché s'étend maintenant à la Pologne et à la Russie. Nous avons reçu une quarantaine de Russes en 2010, ce n'était encore jamais arrivé. Et un autre segment de clientèle est également en croissance, ce sont les femmes : il y a de plus en plus de surfeuses.»*

L'avantage du surf par rapport au simple tourisme balnéaire, c'est qu'il entretient une certaine fréquentation toute l'année et l'entreprise emploie en permanence 10 équivalents temps plein auxquels s'ajoutent en été 30 saisonniers. Les frères Leopoldo Silva estiment que le surf fait vivre à Peniche plusieurs centaines de personnes et a attiré dans la région une centaine de familles du nord de l'Europe.



« Nous avons créé notre association pour promouvoir le surf bien entendu, mais surtout pour pousser à ce qu'on instaure des règles : dans un sens, le surf ici a grandi trop vite et n'importe qui peut faire n'importe quoi. Il y a beaucoup de concurrence déloyale. Il suffit d'installer trois planches sur la plage pour s'appeler une école de surf. De même, on manque d'infrastructures et de services de qualité. L'accueil, par exemple, laisse beaucoup à désirer. J'ai des idées de projet pour l'Axe 4, à commencer par des cours de langues et de services hôteliers. Ici, le tourisme repose sur l'océan et on ne reconnaît pas encore assez que le surf est devenu l'attraction touristique numéro un. Quand on a la chance d'avoir un endroit comme celui-ci, on en prend soin. »



▲ Les piliers du Peniche Surf Camp : António et Ricardo Leopoldo Silva et José Carlos Pedro.

Opportunité

« Le développement est un processus très long mais qui réserve des bonnes surprises », fait remarquer Rui Venancio, archéologue pour la Municipalité de Peniche. « Il y a quatorze ans, en creusant pour construire des courts de tennis, nous avons découvert une fabrique romaine d'amphores du 1^{er} siècle avant Jésus-Christ. Nous avons donc renoncé aux courts à cet endroit et c'était un peu frustrant, d'autant plus que nous n'avions pas les fonds pour mettre en valeur le site archéologique. Mais, en fait, c'est une opportunité que nous avons construite car, quatorze ans plus tard, grâce à l'Axe 4, nous allons peut-être pouvoir la concrétiser. » Lundi, Rui Venancio défendra le projet devant le FLAG. ■

OESTE (Portugal)

Superficie :
333 km²

Population :
65 000 habitants (2007)

Densité :
195 habitants/km²

Budget Axe 4		EUR		
	EU	National	Privé	Total
Total	2 344 696	560 558	–	2 905 254

CONTACT
GAC Oeste
a/s Mónica Marto Chalabardo
Av. Porto de Pesca, Lote C-11
P-2520-208 Peniche
+351 262 787 959
gac.oeste@adepe.pt
cms.adepe.pt

GAC oeste
grupo de ação costeira

Interview

Katia Frangoudes:

« Les femmes peuvent apporter beaucoup dans le domaine de la gestion des pêches si on leur accorde la place qui leur revient. »

Originaire de Chypre, Katia Frangoudes est une des fondatrices d'AKTEA, le Réseau européen des organisations de femmes de la pêche et de l'aquaculture. Elle est chercheuse à l'AMURE (AMénagement des Usages des Ressources et des Espaces marins et littoraux), un laboratoire qui regroupe des chercheurs de l'Université de Brest et de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFRMER). Elle travaille notamment sur le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture.

FARNET Magazine : Vous avez beaucoup travaillé sur la question du genre et de la place des femmes dans le secteur de la pêche. Pourquoi cette préoccupation ?

L'élément déclencheur qui m'a poussée à travailler sur la question des femmes dans la pêche a été le Livre vert sur la réforme de la politique commune des pêches en 2002. L'association des femmes de pêcheurs de Bretagne, Femmes entre Terre et Mer, m'a demandé de l'aide pour rédiger une réponse au Livre vert. Les différentes réunions auxquelles j'ai participé pour la rédaction de cette réponse m'ont permis de mieux connaître les revendications et les actions menées par les associations de femmes de la pêche et de la conchyliculture au niveau local et national. Il m'a alors paru indispensable de rejoindre le combat des associations de femmes pour la reconnaissance de leur rôle au sein des entreprises de pêche. Il faut souligner qu'à cette date aucun travail de recherche n'avait été réalisé sur le rôle des femmes dans la pêche au sein de l'UE.

Vous êtes une des fondatrices d'AKTEA, Réseau européen des organisations de femmes de la pêche et de l'aquaculture. Pourquoi un tel réseau ?

A partir des années 1990 et début 2000, la DG Pêche (aujourd'hui DG MARE) avait initié quelques actions envers les femmes : réunions transnationales, études, conférence... Ces initiatives répondaient au principe communautaire d'égalité entre les femmes et les hommes, qui devait et doit toujours être intégré à l'ensemble des politiques européennes y compris la pêche. C'est dans ce contexte que j'ai pris l'initiative de déposer un projet sur le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture pour être financé du 5^e Programme cadre de recherche & développement. Ce projet – « FEMMES » (Le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture en Europe, 2002-2005) – avait comme principaux objectifs de rendre visible le rôle des femmes au sein des entreprises de pêche et dans l'espace public, mais aussi de contribuer à l'organisation des femmes.



Katia Frangoudes

Une des fondatrices d'AKTEA, le Réseau européen des organisations de femmes de la pêche et de l'aquaculture


Pendant trois ans des femmes originaires de 10 pays européens ont partagé leurs expériences avec les chercheurs qui avaient initié le projet (Université de Brest, Université de Madère, Université des Canaries et plus tard Université de Tromsø). Trois réunions transnationales et plusieurs réunions nationales ont abordé les besoins de formation, la sécurité en mer et les affaires sociales de la pêche, la participation des femmes dans la gestion des pêches et les initiatives de diversification.

Mais ces rencontres ont également permis aux femmes de discuter de leur contribution dans l'entreprise de pêche pour enfin admettre que ce qu'elles faisaient chez elles était un vrai travail et pas un

prolongement des tâches domestiques. Ce travail devait être reconnu pour permettre aux conjointes d'avoir accès à des droits sociaux tels que la retraite, l'assurance maladie, etc. Et cette reconnaissance pouvait se faire grâce à l'application de la directive CE 86/613 « portant sur l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes engagés dans une activité, agriculture comprise, en tant que travailleurs indépendants, et sur la protection des travailleurs indépendants durant la grossesse et la maternité ». C'est en demandant la mise en œuvre de cette directive de 1986 que les femmes françaises de la pêche ont obtenu le statut de conjoint(e) collaborateur(trice) qui leur a donné accès à leur propre retraite. C'est grâce au travail réalisé au sein du projet FEMMES que des femmes d'autres pays ont réclamés l'application de la directive européenne auprès de leurs autorités. C'est aussi grâce au partage des expériences entre femmes que de nombreuses organisations de femmes ont été créées (au Portugal, en Grèce, en Italie, au Royaume Uni).



A la fin du projet, en 2005, quelques associations de femmes se sont réunies à Tenerife pour discuter des suites à donner à cette initiative. Elles ont décidé de continuer le travail déjà commencé en créant un réseau européen. Il fallait poursuivre le travail réalisé par le programme FEMMES pour que les femmes de la pêche continuent d'avoir la parole auprès des institutions européennes. C'est dans ce contexte que le réseau AKTEA a été créé officiellement en mai 2005 à Ancône en Italie. Aujourd'hui, le réseau veut saisir la proposition de la Commissaire Maria Damanaki d'encourager la création d'un réseau européen plus large.


 **Le thème de ce numéro de FARNET Magazine est la diversification de la pêche mais aussi, plus largement, de l'économie locale des territoires dépendant de la pêche. Les femmes ont-elles un rôle particulier à jouer dans ce processus ?**

Regardons quelle est la contribution, visible et invisible, des femmes. Il y a quelques femmes qui travaillent à bord des navires de pêche, généralement à la pêche de petite échelle, la pêche à pied des coquillages ou des algues et dans la conchyliculture. Mais le pourcentage de ces femmes participant à la production halieutique ou des coquillages est faible. La contribution des femmes qui sont dans la capture, l'élevage ou le ramassage est reconnue. La contribution des conjointes ou compagnes de pêcheurs / conchyliculteurs à l'entreprise de pêche qui se réalise au sein du foyer reste toujours invisible puisque des nombreux Etats membres n'ont pas transposés la directive dans le droit national. Les conjointes sont chargées de réaliser une grande partie des tâches administratives des entreprises familiales de pêche tout en assurant les tâches domestiques et la charge des enfants.

Certaines conjointes ne se limitent pas à la gestion des entreprises, elles initient d'autres activités qui visent à mieux valoriser les produits de la pêche ou de la conchyliculture : vente directe, transformation, restauration voire création d'auberges ou d'activité de pêche-tourisme, etc. Ces activités procurent non seulement aux familles plus de revenus mais profitent aussi aux communautés car elles créent de l'emploi. Par ailleurs, elles contribuent au maintien de l'activité de pêche. A titre d'exemple, au moment de la création d'un atelier de transformation, l'ensemble du poisson utilisé provient du bateau familial et le seul emploi créé est celui de la conjointe. Ceci n'est plus le cas dès que l'activité se développe. Les expériences présentées au sein du réseau AKTEA nous ont démontré que les femmes qui initient des activités de diversification préfèrent commencer à une petite échelle mais une fois qu'elles maîtrisent bien leur nouvelle activité, elles se développent vite. Ce premier temps leur donne la possibilité de découvrir le métier, de se créer une clientèle, d'identifier la demande du marché et surtout d'accéder à des financements. Le passage de la petite échelle à une moyenne échelle nécessite plus d'approvisionnement en poisson et plus de main d'œuvre. L'exemple de la restauration, qui ne veut pas dire seulement création d'un restaurant, ressemble à celui de la transformation. Quand le projet devient plus grand, nous passons de l'emploi de la conjointe à plusieurs emplois, et de la production d'un bateau unique à celle de plusieurs bateaux. En dehors de l'emploi et de l'augmentation du revenu, la diversification sert aussi au développement économique local puisque le poisson est mieux valorisé.

En dehors d'activités de diversification liées à la valorisation des produits de la pêche ou de l'aquaculture, les femmes ont aussi d'autres idées, comme par exemple la production d'objets en relation avec la mer. Les galets, les coquillages, le bois flotté, la peau de poisson peuvent servir pour créer des objets décoratifs ou pour des vêtements et les femmes le savent, même s'il est toujours difficile de trouver des finances pour développer ce type d'activités.

Nous voulons aussi souligner l'absence de données sur le nombre de projets portés par des femmes qui ont été financés par les Fonds structurels. C'est pour cela que le réseau AKTEA demande à la Commission, lors de l'évaluation à mi-parcours mais aussi plus tard, de produire des données sur le nombre de projets financés par les Etats membres qui bénéficient aux femmes et qui relèvent des différents axes du FEP et plus particulièrement de l'Axe 4 du FEP qui vise le développement durable des zones de pêche.

 **Dans le cadre de la réforme de la Politique commune de la pêche, à quels changements devrait-on procéder pour mobiliser et valoriser au mieux le potentiel des femmes ?**

Après neuf ans d'actions et de travail en faveur des femmes de la pêche au niveau européen je n'ai qu'un seul regret : le nouveau Livre vert pour une réforme de la politique commune des pêches ne fait aucune référence aux femmes. Le mot femme n'apparaît pas une seule fois dans le texte, comme c'était déjà le cas lors de la réforme précédente. C'est vraiment dommage. Si en 2002 il était peut-être difficile de le faire, aujourd'hui après neuf ans d'informations en provenance d'AKTEA ou du programme FEMMES, il est dommage de voir que les rédacteurs de ce document ont encore « oublié » les femmes. Cette fois, l'argument selon lequel le Livre vert « traite de la gestion des ressources et les femmes sont absentes dans ce domaine » n'est pas valable puisque depuis la création d'AKTEA, de nombreuses organisations de femmes sont membres des Comités consultatifs régionaux de la pêche et participent activement aux discussions concernant la gestion des ressources. Les femmes présentes dans ces organismes n'oublient pas de mettre en avant l'impact social des mesures de gestion au niveau des familles et des communautés de pêche.

Ceci étant dit, je pense que les femmes peuvent apporter beaucoup dans le domaine de la gestion des pêches si on leur accorde la place qui leur revient. Mais ceci semble impossible pour le moment parce que les organisations de pêcheurs, essentiellement composés d'hommes, ne veulent pas leur céder la place. La différence entre la participation des femmes et des hommes dans ces débats est que les femmes représentent la réalité locale tandis que les hommes sont des délégués syndicaux qui ont peu de liens avec la base. Laisser la place aux femmes signifie une meilleure représentativité et connaissance de la réalité locale. Par ailleurs, les femmes ont démontré qu'elles sont aussi compétentes que les hommes sur la question de la gestion des ressources. Il suffit de leur donner les moyens d'intervenir dans les discussions. L'exemple des ramasseuses de coquillages (*mariscadoras*) en Galice démontre bien cette capacité. Les pêcheuses à pieds galiciennes ont réussi à mettre en place un système de gestion des coquillages qui a permis d'éviter la surexploitation des stocks. ■

**Interview réalisée (en français)
en février 2011.**

Reportage

DES ACTIONS EN AMONT POUR DIVERSIFIER LA PÊCHE DANS L'ARCHIPEL DE STOCKHOLM [SUÈDE]

Retour dans les îles

À quelques encablures de la capitale suédoise, l'Axe 4 du FEP est utilisé pour restaurer les habitats halieutiques et promouvoir la consommation de poisson afin de diversifier la pêche et augmenter les revenus des résidents, voire attirer de nouveaux habitants dans l'archipel de Stockholm.



▲ Balade au crépuscule dans l'archipel de Stockholm.

Thomas Hjelm pointe son index vers l'autre rive: «*Vous voyez l'écluse là-bas? C'est un excellent emplacement pour pêcher la truite car, à cet endroit, eau salée et eau douce se mélangent et la truite aime beaucoup ça.*» La truite? On croit rêver, car loin d'être au bord de quelque rivière perdue en pleine campagne, nous sommes en plein cœur de Stockholm! Plus tard, le coordinateur du groupe d'action locale pêche (FLAG) m'indiquera d'autres bons endroits pour pêcher à la ligne, dans des lieux tout aussi improbables de la capitale suédoise. Il faut dire que la Venise scandinave est un enchevêtrement d'îles et de cours d'eau, au confluent de l'immense lac Mälaren et de la mer Baltique, et à l'entrée de l'un des plus impressionnants archipels qui soit.

Si plusieurs enquêtes ont indiqué qu'entre 500 000 et 600 000 personnes pratiquaient la pêche récréative dans le comté de Stockholm (dont 70 000 au moins une fois par semaine), les prises diminuent et la pêche commerciale est en déclin, avec 48 professionnels enregistrés en 2010 contre plus du double il y a encore moins de vingt ans. «*Alors que le territoire du comté comprend 850 lacs, une cinquantaine de rivières et près de 10 000 km² d'espaces marins, nous ne produisons que 630 tonnes de poisson par an, à peine 2 % des prises suédoises*», déplore Henrik C Andersson, responsable de la pêche pour le Comté de Stockholm. «*Ce n'est pas assez, on doit viser 10 %, voire 15 %. Mais pour cela,*

il faut agir en amont : recréer les conditions favorables à la reconstitution des stocks et promouvoir le poisson local dans les habitudes alimentaires des Suédois. Stockholm représente un énorme marché de consommation potentiel or la pêche locale ou régionale n'en profite pas : par exemple, la sandre pêchée non loin d'ici, est directement expédiée vers la France ou l'Allemagne sans passer par la case Stockholm...»





▲ Tobias Fränstam exhibe un impressionnant brochet.

Écueils

Composé de quelque 24 000 îles et îlots, l'archipel de Stockholm s'étend sur près de 120 kilomètres le long de la côte est de la Suède et sur une soixantaine de kilomètres au large de la Baltique jusqu'aux îles d'Åland. À l'instar de la côte finlandaise en face, l'archipel est le résultat de l'isostasie, l'élévation des terres qui gagnent encore aujourd'hui environ cinq millimètres par an (voir FARNET Magazine n°2). En suédois, « archipel » se dit « skärgård », littéralement « jardin d'écueils ». Une dénomination particulièrement appropriée ici : la proximité de la capitale suédoise, la beauté et la variété des paysages, allant de la plage de sable fin à la

roche nue et de la forêt profonde aux prés salés, font de l'archipel le « jardin de Stockholm », un lieu de détente et de villégiature très apprécié des citadins. On y recense ainsi plus de 50 000 résidences secondaires et chalets alors que la population permanente des îles atteint à peine 13 000 habitants.

L'archipel de Stockholm est évidemment très prisé pour la pêche, mais la conjugaison de facteurs écologiques (urbanisation aux dépens des sites de reproduction, eutrophication, explosion des populations de phoques et de cormorans) et économiques (surpêche, prix du foncier) a mis à mal l'activité tant commerciale que récréative. « Le nombre de pêcheurs professionnels est passé d'une centaine en 1990 à 32 aujourd'hui et, en

Quand diversification rime avec valorisation

Pêcheur professionnel, Anders Jansson a compris qu'il pouvait faire plus avec moins. En misant sur la proximité de Stockholm comme atout déterminant.

Représentant de l'Association des pêcheurs professionnels au sein du FLAG, Anders Jansson habite et travaille sur la petite île de Björkö dans l'archipel de Stockholm. Ses prises se partagent entre la truite (30 %), la perche (25 %), le corégone (25 %), un peu de brochet, d'anguille et de hareng. « Le secret, c'est de faire plus avec moins. Dans le temps, avec mon père, on pêchait beaucoup de poisson – essentiellement du hareng – qu'on vendait à bas prix. Maintenant, je fais exactement le contraire. »

Anders a arrêté de vendre aux grossistes de Stockholm pour se tourner vers les restaurateurs, les poissonniers et la vente directe à l'exploitation. Depuis neuf ans, il tient un stand chaque week-end à Skansen et c'est par ce biais qu'il écoule près de la moitié de son poisson. « Je vends à Skansen du mois de novembre à la mi-mai, exception faite de janvier et février. Ce calendrier coïncide parfaitement avec mes activités de pêche le restant de l'année. Cela dépend bien sûr du temps qu'il fait mais au cours d'un week-end moyen, on sert environ 250 portions, soit une cinquantaine de kilos de poisson traité : filets de hareng, truite arc-en-ciel légèrement salée et un peu de poisson fumé. »



▲ Anders Jansson a mis son tablier pour les « Journées de la Pêche » de Skansen.

Journées de la Pêche

Skansen, c'est le musée de plein air le plus ancien du monde. Fondé en 1891, il est situé sur l'île de Djurgården à Stockholm. Recevant en moyenne 25 000 visiteurs par jour, il vise à « montrer la Suède dans une coquille de noix ». Et la pêche en fait partie.

« En avril 2010, les services du musée m'ont contacté car ils souhaitent organiser des 'Journées de la Pêche' en septembre. J'ai tout de suite pris la balle au bond car cela entraine tout à fait dans la stratégie du FLAG qui est notamment de promouvoir le poisson à Stockholm. »

L'Axe 4 a contribué à hauteur de 9 000 euros pour défrayer le transport, l'équipement et le matériel promotionnel. 25 pêcheurs professionnels ont participé à l'opération. « C'est là qu'on voit que ce serait beaucoup mieux s'il y avait plus de pêcheurs professionnels dans l'archipel car on pourrait alors s'échanger le poisson et faire du volume : avec un peu de marketing, on peut vendre beaucoup de poisson à Stockholm. On va évidemment renouveler l'expérience et participer aussi à des foires et marchés, mais ce sera un autre projet. »

ce qui concerne la pêche sportive, le poisson s'est sensiblement raréfié», regrette Thomas Hjelm. «Il faut dire que la gestion du poisson est particulièrement difficile dans l'archipel à cause du mélange eau douce / eau salée et des déséquilibres biologiques qui en découlent, d'autant plus que la Baltique n'est pas stable en termes d'oxygénation et de salinisation», explique Henrik C Andersson. «Qui plus est, la moitié des eaux de l'archipel sont privées. Depuis 1985, on peut pêcher à la ligne librement à peu près partout mais, confronté au droit de propriété, ce libre accès est source de conflits et les solutions sont difficiles à trouver: on compte entre 20 000 et 30 000 propriétaires!»

Table ronde

Au-delà de la nécessité de redynamiser la pêche dans l'archipel, ce sont ces conflits d'usage qui ont finalement conduit à la création du FLAG en 2009 (voir encadré). Henrik C Andersson raconte: «En fait, le processus a débuté en 2001 lors d'une conférence sur la pêche dans l'archipel. Y participaient les associations de pêcheurs et les associations de propriétaires. En tant que conseiller du Comté pour la pêche, je leur ai demandé: 'quel est pour vous le problème le plus important? Dites-le moi et au Conseil, on fera tout pour le résoudre.' Ils m'ont répondu que le grand souci, c'était la reproduction du brochet. A partir de là, une vaste démarche collective s'est mise en route. Elle a débouché en 2006 sur l'interdiction de pêcher le brochet dans 25 zones du 1^{er} avril au 15 juin et c'est exactement ce que voulaient à la fois les propriétaires et les pêcheurs professionnels. Cela a créé un climat de confiance qui facilitera plus tard la création du FLAG.»

«Le FLAG, ce n'est pas seulement des sous, c'est d'abord un espace de dialogue», insiste Thomas Hjelm. «C'est une chance formidable pour toutes les parties prenantes de la pêche – professionnels et amateurs, guides, propriétaires fonciers, organisations environnementales et collectivités territoriales – d'être réunis autour de la même table et de pouvoir se parler.»



▲ La technique traditionnelle du «risvasar» consiste à placer des broussailles sous la glace pour attirer perches et sandres.



▲ Reconnecter les zones humides de la Baltique contribue à restaurer les frayères naturelles.

Et de quoi parle-t-on surtout, lors des réunions mensuelles du FLAG? «On veut tous la même chose: que le poisson revienne dans l'archipel!», lance en guise de réponse Gunnar Berglund, consultant en pêche et aquaculture. «Je dirais même plus: c'est vraiment le grand sujet qui nous rassemble car, pour le reste, nous sommes très différents.», renchérit Linda Svensson, biologiste à la section régionale de Sportfiskarna, l'Association des pêcheurs sportifs de Suède, qu'elle représente au sein du FLAG. Linda et Gunnar travaillent souvent ensemble et, depuis 2010, sur des projets soutenus par l'Axe 4.

Gestion environnementale

Gunnar, c'est «la terreur des cormorans»: sans relâche, il combat ces oiseaux que certains considèrent, avec les phoques, comme une des causes majeures de la diminution des stocks de poisson et de la dégradation des sites de reproduction dans l'archipel. Espèce protégée dont la population a explosé depuis une dizaine d'années, le cormoran peut ingurgiter entre 400 et 700 g de poisson par jour. «La perche et la sandre constituent sa nourriture préférée. La disparition de ces deux espèces est dramatique pour la chaîne alimentaire et le plancton», insiste Gunnar.



Le Comté de Stockholm a donc émis une dérogation à l'interdiction de le chasser et l'un des projets financés par le FLAG concerne la gestion des populations de cormorans par la stérilisation. La méthode consiste à enrober les œufs d'une huile non toxique pour l'environnement. On doit épargner un œuf par nid. Les œufs huilés deviennent infertiles et la reproduction est annulée. Cette méthode présente l'avantage de retenir l'adulte sur le site de nidification initial et réduit les risques qu'il se déplace vers d'autres sites, où de nouveaux œufs pourraient être pondus. Gunnar revendique le traitement de plus de 30 000 œufs et donc la préservation de centaines de tonnes de poisson.

Quant à la section stockholmoise de Sportfiskarna, elle mène trois projets Axe 4 qui consistent à restaurer les sites naturels de frai et faciliter la migration des espèces vers les lieux de ponte (zones humides ou inondables reconnectées à la mer, recailloutage du lit des cours d'eau, installation de passes et d'échelles à truites...). «*Par exemple, il ne restait plus que sept sites de reproduction de la truite de mer; il y en a maintenant une cinquantaine*», souligne Tobias Fränstam, également biologiste pour Sportfiskarna, qui ajoute: «*Rien que dans la région de Stockholm, il faudrait restaurer une centaine de zones humides. Mais la bonne nouvelle, c'est que ça ne coûte pas cher: les zones que nous avons restaurées avec l'Axe 4, par exemple, reviennent à 5 000 euros par hectare.*»



▲ Des excursions de pêche pour personnes handicapées sont déjà organisées.

Genèse d'un FLAG

La création du FLAG de l'archipel de Stockholm est l'aboutissement d'un processus entamé dès le début des années 90.

1993-1996: Mise en œuvre du projet «Tourisme de pêche dans l'archipel de Stockholm». L'opération disposait d'un budget de 120 000 euros financé par Vattenfall AB (compagnie d'électricité), les communes de Värmdö et de Haninge et d'autres sources. Il s'agissait de:

- > favoriser les activités économiques et l'emploi dans l'archipel hors saison en formant des guides de pêche professionnels, en développant des opportunités pour la pêche commerciale, en échangeant les expériences avec les îles Åland et la région de Turku en Finlande, et en doublant les quantités annuelles d'alevins de truite;
- > chercher des solutions aux problèmes et conflits liés aux stocks de poisson et au tourisme de pêche dans l'archipel.

Ce projet, le premier du genre, a été déterminant pour le développement du tourisme de pêche dans l'archipel. Il a aussi contribué à protéger la pêche à la truite saumonée conservation et à initié un dialogue entre les différents acteurs de la pêche.

2000: Le Comté de Stockholm, les Services des Sports de Stockholm et Stockholm Information Service (SIS) proposent une «Stratégie pour le développement du tourisme de pêche dans la région de Stockholm». Ce document met en évidence le grand potentiel de la région mais ne sera jamais officiellement adopté.

2002-2003: Consultation sur la mise en place de zones interdites à la pêche dans l'archipel de Stockholm.

Hiver 2003: Lors d'une conférence, les associations locales de pêche se joignent au Comté de Stockholm pour établir des zones interdites à la pêche dans l'archipel.

2006-2010: Un comité détermine 25 zones fermées à la pêche. Il se penche aussi sur des questions relatives à la reproduction, protection et gestion du poisson, et estime que d'autres zones fermées s'avèrent nécessaires, tout en insistant sur l'importance de créer un groupe d'action locale pêche (FLAG) pour l'archipel de Stockholm.

Août 2008: Cinq organisations halieutiques et environnementales du comté de Stockholm signent un accord de coopération pour créer un FLAG au service du développement durable de la pêche dans l'archipel.

Novembre 2008: Une demande de soutien financier pour l'élaboration d'une stratégie de développement est soumise au Conseil de la Pêche de Stockholm tandis qu'un accord de collaboration est signé par la Fondation de l'archipel de Stockholm, la section locale de Sportfiskarna, l'Association des pêcheurs du comté, la Ville de Stockholm, l'Organisation suédoise des guides de pêche et l'Association des propriétaires de zones de pêche de l'est du Svealand. Pour élaborer cette stratégie, les six organisations partenaires se sont également tournées vers d'autres parties, telles que l'administration et le conseil du Comté de Stockholm, plusieurs municipalités côtières, la Garde côtière et d'autres.

Égalité d'accès à la pêche

À voir toutes ces actions environnementales réalisées ou en cours de réalisation, n'y a-t-il pas un risque de voir l'amélioration des stocks de poisson prendre entièrement le pas sur l'autre priorité affichée dans la stratégie du FLAG, à savoir une meilleure rentabilité de la pêche ? « Non, répond Tobias Fränstam, car sans restauration des habitats, pas de poisson et sans poisson, pas de diversification possible. Et ceci n'est qu'un début : nous avons d'autres projets dans notre sac... »

Effectivement, les idées de projet ne manquent pas et chaque composante du FLAG a la sienne : Gunnar Berglund souhaiterait développer les excursions de pêche pour personnes handicapées, une formule qu'il pratique déjà depuis quelque temps. L'égalité d'accès à la pêche en quelque sorte. Pour Linda Svensson et ses collègues de Sportfiskarna, ce sont des excursions de pêche pour mères et enfants qu'il faudrait organiser : « La pêche récréative reste dans une large mesure un loisir très masculin. Ce serait très épanouissant pour les mamans et les enfants de se retrouver ensemble en pleine nature... »

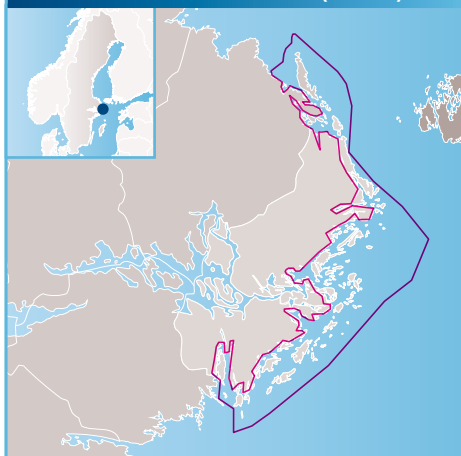
Quant à Anders Jansson, le pêcheur professionnel du FLAG, il verrait bien des cours d'éducation environnementale être dispensés à l'école de son village mais aussi, beaucoup plus largement, en accueillant dans l'archipel les écoles de Stockholm : « Connaître la pêche et reconnaître sa valeur, c'est d'abord connaître et respecter l'environnement. Au-delà de la sensibilisation, un tel projet donnerait un plus aux écoles de l'archipel, ce qui pourrait attirer des familles tout en créant une nouvelle activité pour les pêcheurs. » ■

Mars-mai 2009 : Les promoteurs du FLAG créent une association sans but lucratif, « Fiskefrämjandet Stockholms skärgård » (Promotion du poisson de l'archipel de Stockholm).

Décembre 2009 : Le FLAG « Fiskefrämjandet Stockholms skärgård » est officiellement approuvé par le Conseil de la Pêche.

Janvier 2010 : Début des activités du FLAG.

STOCKHOLMS SKÄRGÅRD (Suède)



Superficie :

658 km²

(5 095 km² avec les eaux intérieures)

Population :

13 000 habitants

Densité :

20 habitants/km²

Budget Axe 4

EUR

	EU	National	Privé	Total
Total	620 000	620 000	–	1 240 000

CONTACT

Thomas Hjelm, coordinator

Fiskefrämjandet Stockholms Skärgård
a/s Stockholms idrottsförvaltning, Fiske
BP 8313

SE-104 20 Stockholm

+46 708 73 6530

fiskeframjandet@gmail.com

www.fiskeframjandet.se/



FRANCE

Pescatourisme 83

Coût total : 277 590 EUR – **Contribution UE (Axe 4 du FEP) :** 86 140 EUR

« L'opération 'Pescatourisme 83' teste sur la côte varoise le pescatourisme tout en étudiant ses implications légales, fiscales et financières. Il s'agit de transférer et d'adapter au contexte particulier de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur les expériences de pescatourisme réalisées en Italie. En 2009, pour la première fois en France, la direction nationale des affaires maritimes a autorisé plusieurs bateaux de pêche varois à mener des projets pilotes. Cette autorisation a été étendue en 2010 à des bateaux ayant un équipage d'une seule personne. L'opération a non seulement débouché sur un produit touristique spécifique, en droite ligne avec le type de pêche pratiqué dans la zone, mais elle a également impliqué les acteurs qui peuvent favoriser l'évolution législative nécessaire pour faciliter la pratique de cette activité le long des côtes françaises. En outre, la méthodologie de Pescatourisme 83 a déjà inspiré un projet similaire dans le bassin d'Arcachon. »



Rémi Bellia, coordinateur du projet, association Marco Polo Echanger Autrement. contact@marcopolo.asso.fr – www.marcopolo.asso.fr/

ESPAGNE

Charpenterie marine

Coût total : 19 625 EUR – **Contribution UE (Leader+) :** 6 633 EUR

« Les zones de pêche peuvent ouvrir de nouvelles opportunités à leurs habitants, qui peuvent à leur tour offrir des services utiles à d'autres membres de la communauté. Le développement d'une entreprise de charpenterie locale basée à l'origine dans



le port de pêche de Conil en est un bon exemple. A partir de l'entretien et de la réparation de bateaux en bois, cette entreprise qui emploie actuellement deux personnes a étendu ses activités à la construction de bateaux en bois et fibre de verre ainsi que de réceptifs d'eau très résistants tels que des piscines. Avec l'aide de Leader+, cette micro-entreprise a su rester compétitive en investissant dans de nouveaux locaux et équipements, tout en demeurant fidèle à la fabrication à la main. Résultat : le territoire bénéficie du savoir-faire spécialisé d'une entreprise locale qui sert à la fois les pêcheurs et le grand public. »

Antonio Muñoz Ruiz, entrepreneur.

antonio@elcarpinteroderibera.net – www.elcarpinteroderibera.net

FINLANDE

Formation en tourisme pour pêcheurs professionnels

Coût total : 78 000 EUR – **Contribution UE (Axe 4 du FEP) :** 70 200 EUR

« Le nombre de pêcheurs ayant chuté de moitié à Sodankylä au cours des cinq dernières années, certains des pêcheurs qui restaient ont contacté le FLAG Laponie Nord & Est en vue de trouver d'autres sources de revenu. Le tourisme semblait être une piste évidente et, suite à des discussions avec le Secrétariat au Tourisme de Sodankylä et à un sondage auprès des pêcheurs locaux, un programme de formation a été conçu afin de doter les pêcheurs professionnels des compétences, qualifications et certificats de sécurité pouvant permettre de proposer des forfaits touristiques attractifs. Après avoir complété 7 cours de sécurité, tous les pêcheurs participants ont eu le droit de se lancer dans le pescatourisme en obtenant un permis autorisant de prendre des touristes à bord. La formation incluait également des visites d'entreprises touristiques performantes et moins performantes. 10 jours de formation supplémentaires ont été consacrés au développement de produit, au calcul du prix et au service à la clientèle. Des journées d'étude personnelle et un accompagnement individualisé ont complété l'ensemble. »



Marjo Helenius, Conseiller en tourisme, Municipalité de Sodankylä. marjo.helenius@sodankyla.fi – www.sodankyla.fi

ITALIE

« Porti Aperti » : festival de pêche et arts contemporains

Coût total : 25 000 EUR – **Contribution UE :** –

« Conçu par la municipalité d'Ancône, 'Porti Aperti' est le fruit d'une coopération entre pêcheurs et artistes contemporains dans le but d'accroître l'attractivité de la zone portuaire de la ville. Il s'agit d'un festival où l'art s'insère dans les activités



quotidiennes des pêcheurs. Le point d'orgue de l'événement tient dans les travaux d'artistes urbains du monde entier qui décorent les coques de 11 bateaux de pêche ainsi que plusieurs bâtiments du port d'Ancône autour du thème de la mer. »

Laura Gagliardini, Région Marches.

laura.gagliardini@regione.marche.it

www.portiaperti.regione.marche.it/?p=373



▲ Oh hisse! C'est la façon de pêcher la carpe dans la vallée de la Barycz.

COMMENT LA POLOGNE UTILISE SES FONDS AXE 4

Nouvelles perspectives pour les zones de pêche polonaises

La Pologne met en œuvre le plus ambitieux programme de développement durable des zones de pêche de l'Union européenne. Avec une allocation de près de 235 millions d'euros, elle reçoit plus de 40 % du budget total de l'Axe 4 du FEP et compte plus de groupes que tout autre pays participant au dispositif. En octobre 2010, le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé la sélection des 26 premiers groupes d'action locale pêche (FLAG).

Le Ministère a lancé le premier appel à propositions pour les FLAG à la fin de 2009. 61 dossiers ont été soumis et 26 finalement retenus. En décembre 2010, un deuxième appel à propositions a été lancé et, à la date limite du 16 février 2011, 34 demandes avaient été déposées. On prévoit que, d'ici la mi-2011, une vingtaine d'autres FLAG seront approuvés. La Pologne comptera alors plus de groupes que tout autre Etat membre mettant en œuvre l'Axe 4.

Les 26 zones de pêche sélectionnées jusqu'ici couvrent environ 40 000 km², soit 13 % de la superficie de la Pologne. Selon les FLAG concernés, le nombre de « personnes employées dans le secteur de la pêche » (au sens de la définition utilisée par la législation polonaise pour l'Axe 4) totalise 3 800 pour les 26 zones.

Les FLAG concernés sont disséminés dans tout le pays, six étant situées dans des zones côtières et les 20 autres à l'intérieur

des terres. Leurs zones d'intervention sont très diverses en termes de types de pêche, mais elles partagent certaines caractéristiques communes: elles sont pour la plupart périphériques, à prédominance rurale, à haute valeur environnementale et paysagère (une part importante de ces zones est protégée); elles ont une longue tradition de pêche, surtout artisanale, et utilisent des méthodes traditionnelles (tant dans les zones côtières qu'intérieures).

Une zone côtière couvre en moyenne environ 1 200 km² et compte une population de 70 000 habitants et entre 4 et 9 municipalités. Le nombre de personnes employées dans le secteur halieutique varie de 116 à 502.



Les zones de pêche intérieures sont plus vastes (1 600 km² en moyenne), plus peuplées (82 000 habitants) et comptent plus de municipalités (entre 5 et 17). Le nombre d'actifs dans la pêche oscille entre 41 à 212.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des ressources entre les différents types de mesures.

Compétitivité territoriale	39,0%
Restructuration et réorientation de la pêche	14,0%
Valorisation des produits de la pêche	16,5%
Environnement et patrimoine naturel	18,3%
Administration	8,0%
Coopération	4,0%

Les zones de pêche côtières

Toutes les zones de pêche côtières sont situées dans le nord de la Pologne, le long de la mer Baltique, mais elles comprennent également de vastes prolongements à l'intérieur des terres, riches en lacs, étangs et rivières. Dans ces zones, le secteur de la pêche concerne donc la pêche maritime mais aussi la pêche continentale et l'aquaculture. La stratégie des FLAG côtiers prend en compte ces trois sous-secteurs.

En termes d'emploi et d'échelle de production, c'est la pêche maritime qui est la forme de pêche la plus importante dans les régions côtières. Toutefois, au cours de ces dernières années, ce sous-secteur a

Trois questions à Kazimierz Plocke, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Développement rural

1) Quelles sont les attentes du Ministère en ce qui concerne l'Axe 4 du FEP ? Quels changements devraient avoir lieu dans les zones de pêche suite à la mise en œuvre de l'approche territoriale ?

Nous voudrions que l'Axe 4, mis en œuvre au sein du Programme opérationnel pour la pêche 2007-2013, soit quelque chose de plus qu'une réponse à court terme à l'appauvrissement des stocks de poisson. Nous voyons l'Axe 4 comme une chance pour les communautés de pêche de créer des sources de revenu nouvelles et durables, et d'améliorer leur qualité de vie. Cela sera possible grâce au travail d'animation et en encourageant les habitants à coopérer autour de projets communs.

Nous veillerons à ce que les représentants des trois secteurs – le civil, le public et le privé – bénéficient du soutien dans l'Axe 4. Nous sommes convaincus que seul un développement local équilibré, associant l'ensemble des acteurs, peut conduire à des avantages durables pour tous les habitants d'une région. Mais à l'ère de la mondialisation, l'amélioration de la spécificité locale est un défi qui requiert un soutien financier.

En raison du large éventail d'activités pouvant être financées à partir de l'Axe 4, les attentes sont élevées chez les pêcheurs et les entrepreneurs. L'Axe 4 leur permettra de démarrer leur propre activité professionnelle, d'obtenir un financement pour leur entreprise ou d'investir dans des activités visant à améliorer le réseau des services présents sur le territoire. L'Axe 4 offre également une chance de promouvoir et de valoriser les traditions locales qui offrent des possibilités supplémentaires pour développer le tourisme maritime et le tourisme rural. Certains des projets soutenus dans un secteur peuvent bénéficier à l'ensemble de l'économie locale, qu'on parle de productions alimentaires, d'attractions touristiques ou de développement industriel. Je suis convaincu que les possibilités offertes par l'Axe 4 déboucheront sur un vrai changement, qui profitera à tous les habitants des zones de pêche.



▲ M. Kazimierz Plocke (deuxième à partir de la gauche) lors de la signature du contrat avec le FLAG Opolszczyzna.



▲ Vue aérienne du port de Jastarnia.

diminué de façon spectaculaire. Par exemple, dans le port de Darlowo, situé dans la zone Bassin de Wieprza, Grabowa i Uniesc, la pêche était la principale source de revenu jusqu'à il y a quelques années. Le port comptait environ 200 bateaux de pêche contre à peine 33 aujourd'hui.

La situation de la pêche côtière en Pologne est en grande partie due à l'état des stocks et au régime de protection de la morue de la Baltique. Dans les années 1980, la flotte polonaise capturait environ 120 000 tonnes de morue contre environ 10 000 tonnes aujourd'hui. Le métier de pêcheur n'est donc plus attrayant et les jeunes de Darlowo, Ustka et d'autres villes et villages côtiers ne veulent pas se lancer dans un secteur dont l'avenir est aussi incertain. Beaucoup d'entre eux migrent vers d'autres régions, ce qui affecte la démographie des zones de pêche et la profession devient de plus en plus l'apanage de personnes d'âge mûr voire âgées.

Autre conséquence de la réduction de la flotte et de la taille des prises : la baisse

des services liés aux infrastructures halieutiques et portuaires. Tous les FLAG du littoral ont identifié ce problème et font de la modernisation des ports et des quais une priorité, tant pour servir la flotte de pêche que pour développer des activités touristiques telles que la navigation de plaisance, les excursions de pêche ou les promenades en mer. Le développement de nouveaux produits touristiques attractifs autour de la riche tradition halieutique polonaise est considéré comme un moyen de créer de nouveaux emplois, qui contribueront à préserver les pêcheurs de la perte de leurs moyens de subsistance et à stopper l'exode des jeunes.



2) Que pense le Ministère des résultats du premier appel à propositions de FLAG ? Avez-vous des commentaires ou des idées à exprimer sur les partenariats et leur stratégie ?

Suite au premier appel, 26 FLAG ont été sélectionnés. Il s'agit des groupes qui étaient les mieux préparés à mettre en œuvre leur stratégie. A présent, l'un des principaux défis à relever, c'est de renforcer les partenariats locaux, puisque c'est cette coopération entre partenaires qui garantit la durabilité des partenariats et le respect des besoins des communautés locales.

Les groupes sélectionnés ont présenté un certain nombre de solutions différentes sur la façon d'utiliser les fonds Axe 4 disponibles, mais certains objectifs communs peuvent être identifiés.

Premièrement, le tourisme et les activités récréatives ; une des principales caractéristiques des zones de pêche, c'est qu'elles sont naturellement attrayantes et qu'elles recèlent des atouts environnementaux et paysagers qui attirent fortement les visiteurs.

Deuxièmement, la diversification des activités économiques des pêcheurs. Cela permettra à ceux-ci d'élargir leurs sources de revenu. De nombreuses stratégies envisagent de soutenir des opérations qui permettront aux pêcheurs d'entreprendre des activités complémentaires, par exemple dans la gastronomie ou dans la commercialisation des produits de la pêche.

Troisièmement, la protection des atouts naturels. De nombreuses stratégies mentionnent des activités impliquant la protection de l'environnement naturel, en particulier les lacs et les rivières. Les FLAG ont l'intention de soutenir les organisations environnementales et d'éduquer les jeunes.

Quatrièmement, stimuler les initiatives impliquant les populations locales, y compris les activités culturelles et sociales. Ce qui peut être réalisé à travers des projets favorisant l'acquisition de connaissances et de compétences et l'animation des communautés grâce à une variété d'initiatives éducatives.

3) Quels sont les plans concernant la création d'un réseau national de zones de pêche en Pologne ? Quel type de soutien (en termes de formation, de conseil) sera à la disposition des FLAG polonais ?

Le réseau polonais des zones de pêche se doit d'être une plateforme d'échange d'expérience et un outil pour développer la coopération entre les FLAG des différentes régions du pays. Cette coopération devrait concerner entre autres l'échange d'informations et de bonnes pratiques pour la mise en œuvre des activités et de la stratégie des FLAG.

Le réseau réunira tous les FLAG polonais, le Ministère agissant comme un modérateur et facilitateur. D'autres entités concernées par la stratégie locale, tels que des instituts de recherche, des organismes gouvernementaux ou des associations, seront également invités à participer. Leur rôle dans le réseau dépendra des thèmes traités. Un élément important du réseau sera la participation d'experts transnationaux émanant des institutions européennes ou de FLAG d'autres pays.

Pour le moment, le réseau sera coordonné par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural mais bientôt la plupart des tâches seront effectuées par les FLAG et les autorités régionales.



▲ Bateaux à quai dans la zone de pêche Slowinska.



▲ La zone de pêche Vallée de la Barycz.

Pour améliorer la situation des pêcheries de la côte, toutes les stratégies des FLAG côtiers prévoient des mesures visant à augmenter les ventes de poisson et autres produits de la pêche. Le marché national offre un potentiel considérable à cet égard, le Polonais moyen ne consommant que 12 à 13 kg de poisson par an, soit moins que dans la plupart des Etats membres de l'UE. La stratégie des FLAG prône le développement des circuits de distribution, notamment les diverses formes de vente directe, ainsi que des campagnes publicitaires visant à promouvoir la consommation de poisson. Ces mesures seront réalisées au niveau local par les FLAG individuellement mais aussi dans le cadre de projets de coopération interterritoriale et transnationale.

Le pays de la truite

La pêche côtière et quelques zones de pêche intérieures prolongeant le littoral forment le pays de la truite. C'est une région de collines comprenant de nombreux lacs et rivières à fort courant. L'eau contient beaucoup d'oxygène et reste froide même en été. Ces facteurs ont permis le développement d'une puissante aquaculture spécialisée dans la production de truite, de saumon et d'omble à tête plate. La plupart des exploitations piscicoles situées dans cette région sont modernes et technologiquement avancées. Elles utilisent des aliments exclusivement biologiques. Les pisciculteurs ont de

bonnes perspectives de développement et sont prêts à investir. Avec parfois cependant des effets secondaires négatifs: l'introduction de nouvelles technologies peut conduire en effet à des suppressions d'emploi et la forte concurrence entre les producteurs évince du marché de nombreuses exploitations familiales plus petites, qui utilisent des méthodes traditionnelles.

Comme dans le cas des pêcheries côtières, les zones productrices de truite et de saumon ressentent le besoin de promouvoir la consommation de poisson et produits dérivés.

Les zones de pêche intérieures

Dans le centre et le sud de la Pologne, 16 FLAG ont été sélectionnés pour mettre en œuvre l'Axe 4. Le nombre de pêcheurs professionnels dans les territoires concernés est beaucoup plus faible que sur la côte et, par conséquent, il est prévu que la majorité des fonds investis soient utilisés pour des projets en dehors du secteur de la pêche.

Dans ces zones, la pêche concerne la production de carpe, réalisée dans des étangs en terre couvrant plusieurs milliers d'hectares. Dans ces zones, les exploitations piscicoles peuvent également compter sur plusieurs milliers de lacs. La pêche professionnelle dans les lacs est toutefois margi-

nale. Beaucoup plus importante est la pêche de loisirs, très populaire en Pologne.

En Pologne, la production de carpe dans les étangs est une tradition qui remonte à plusieurs siècles. Elle a été initiée au Moyen Age par les moines cisterciens, qui ont créé des étangs en barrant des rivières au lit argileux. La carpe joue un rôle unique dans la tradition culinaire polonaise: elle est traditionnellement consommée la veille de Noël, ce qui en fait un produit très saisonnier. Ce qui veut dire aussi que les producteurs sont très occupés à la fin de l'automne.

De nombreux FLAG de l'intérieur ont prévu un plan destiné à promouvoir la consommation de carpes et autres poissons d'eau douce toute l'année. Pour ce faire, ils ont l'intention d'appuyer des projets visant à diversifier la production, qui, jusqu'à présent, est dominée par la vente de carpes vivantes. L'avenir des producteurs dépendra également de leur capacité à vendre des produits de poisson hautement transformés. Les FLAG vont donc les encourager à investir dans la transformation, la conservation et l'amélioration de la distribution, actuellement les principaux obstacles à l'augmentation de la consommation de poisson.

Les producteurs de poisson d'eau douce attendent aussi de l'Axe 4 qu'il les aide à réduire les pertes causées par des espèces piscivores protégées d'oiseaux (cormorans, hérons) et de mammifères (loutres), ainsi que par les castors qui détruisent les barrages.



▲ La carpe occupe une place de choix dans la gastronomie polonaise.

Un autre problème des zones de pêche intérieures polonaises tient dans leur déficit périodique en eau. Les ressources hydriques de la Pologne étant relativement faibles, les exploitations piscicoles se concurrencent pour l'accès à eau. Cela conduit souvent à des conflits et il faut espérer que l'Axe 4 aidera à trouver des façons de résoudre ce problème.

La possibilité de créer des FLAG dans les régions de l'intérieur a été bien accueillie par les acteurs de la pêche de ces zones. En témoigne Ziemowit Pirtan, membre du conseil d'administration de l'Association polonaise des producteurs de salmonidés et l'un des initiateurs du FLAG Nadnotecka: «*Les principes et mécanismes de l'Axe 4 sont excellents pour favoriser le développement durable des pêcheries de l'intérieur de la Pologne. Attendons quelques années pour voir dans quelle mesure cette attente a été rencontrée.*» ■

Réseau FARNET

> «FLAG en mouvement : la deuxième vague»

Le quatrième séminaire européen des groupes d'action locale pêche (FLAG) «*FLAGs on the move: the second wave*» (FLAG en mouvement : la deuxième vague) a eu lieu à Sofia (Bulgarie) du 21 au 23 mars 2011. L'événement était organisé à l'initiative de la Commission européenne avec le soutien de l'Agence nationale pour la pêche et l'aquaculture du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la République de Bulgarie. Ce séminaire était destiné aux FLAG candidats ou récemment sélectionnés, dans le but de leur fournir informations, connaissances et conseils pour mettre en œuvre leur stratégie et soutenir de bons projets dans leur zone. La rencontre a également été l'occasion pour les nouveaux FLAG d'exprimer leurs besoins, de partager leur «histoire» et d'assurer une mise en réseau et des échanges d'expérience efficaces. Plus d'informations sur sofia@farnet.eu.

> Les autorités de gestion évaluent les modèles de mise en œuvre de l'Axe 4

Les autorités de gestion de l'Axe 4 se sont réunies pour la cinquième fois en janvier, pour évaluer et échanger sur les différentes approches de mise en œuvre de l'Axe 4 dans les États membres. Des représentants d'Espagne, d'Estonie et de France ont présenté les modalités de leur dispositif administratif de l'Axe 4. Ces présentations ont servi de base à un débat élargi sur les différents modèles. Les sessions ultérieures ont permis de tirer les enseignements d'un récent rapport de la Cour des comptes européenne sur l'approche Leader du développement rural (la Direction générale de l'Agriculture de la Commission européenne présentant quant à elle ses réponses aux recommandations du rapport) et d'examiner les travaux menés à ce jour dans les différents pays dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du FEP. La prochaine réunion des autorités de gestion et des réseaux nationaux se tiendra sur l'île danoise de Bornholm, les 24 et 25 mai 2011. Seront probablement à l'ordre du jour des sujets tels que la coopération régionale ainsi que la future période de programmation. Des visites de projets Axe 4 et Leader sont également prévues. info@farnet.eu

> Guides méthodologiques

La Cellule d'appui FARNET a publié trois guides méthodologiques: un «*Guide de démarrage pour les groupes d'action locale pêche (FLAG)*», un «*Guide pour la mise en place de projets de coopération entre groupes d'action locale pêche*» et un «*Guide pour la valorisation des produits locaux de la pêche*». Ces guides peuvent également être téléchargés sur le [site FARNET](http://site.farnet.eu).

Agenda FARNET

QUAND	QUOI	OÙ
2-3 mai 2011	Séminaire des réseaux et autorités de gestion de la Baltique	Tallinn (EST)
3-5 mai 2011	FARNET à la European Seafood Exposition 2011	Bruxelles (B)
24-25 mai 2011	Réunion des autorités de gestion et réseaux nationaux de l'Axe 4	Bornholm (DK)
5-7 juillet 2011	Séminaire FARNET sur la diversification des zones de pêche européennes	Gdynia (PL)

Fiche signalétique

NOM: Axe 4 du Fonds européen pour la pêche (FEP)

OBJECTIF: le développement durable des zones tributaires de la pêche. En complément d'autres instruments financiers de l'UE, le FEP peut cofinancer des projets locaux pour le développement durable et l'amélioration de la qualité de vie des zones de pêche.

MISE EN ŒUVRE: 21 Etats membres mettent en œuvre l'Axe 4. Une innovation importante dans la mise en œuvre de cet Axe est sa forte dimension territoriale.

TERRITOIRES VISÉS: les « zones de pêche », soit des territoires riverains d'une mer ou d'un lac, ou comportant des plans d'eau ou un estuaire, et dont le secteur de la pêche représente une part significative de l'emploi. Pour être sélectionnés comme zones de pêche éligibles par les Etats membres, ces territoires doivent être de taille modeste (inférieure à NUTS 3) et cohérents d'un point de vue géographique, économique et social. Sont visées des zones faiblement peuplées ou dont le secteur halieutique est en déclin ou qui abritent de petites communautés de pêcheurs. Les Etats membres peuvent également ajouter leurs propres critères.

BÉNÉFICIAIRES: les « groupes d'action locale pêche (Fisheries Local Action Groups / FLAG) », soit une combinaison de partenaires publics, privés et associatifs qui élaborent ensemble une stratégie et des mesures innovantes en faveur du développement durable de leur zone de pêche. Les FLAG sont sélectionnés par les Etats membres selon des critères définis dans leurs programmes opérationnels. A terme, plus de 200 FLAG seront créés dans l'ensemble de l'Union.

MESURES ÉLIGIBLES: renforcement de la compétitivité des zones de pêche; restructuration, redéploiement et diversification des activités économiques; valorisation des produits de la pêche; services et petites infrastructures touristiques liés à la pêche; protection de l'environnement; restauration d'une production endommagée par une calamité; coopération interrégionale et transnationale; renforcement des capacités pour l'élaboration de stratégies de développement local; coûts de fonctionnement des FLAG.

RÉSEAU: tous les acteurs concernés par l'Axe 4 communiquent au sein d'un « Réseau européen des zones de pêche (FARNET) » permettant (grâce à des séminaires, rencontres et publications) une large diffusion des projets innovants mis en œuvre au profit des zones de pêche et favorisant la coopération transnationale. Le réseau est coordonné par la « Cellule d'appui FARNET ».

DURÉE DU PROGRAMME: sept ans (2007-2013) mais les projets peuvent être mis en œuvre jusqu'à la fin de 2015.

AIDE DE L'UNION EUROPÉENNE: L'Axe 4 dispose pour la période 2007-2013 d'un budget de 567 millions d'euros, soit approximativement 13% du FEP (2010), auquel on doit ajouter un cofinancement public national et des investissements privés.

Abonnez-vous

Pour recevoir gratuitement FARNET

Magazine et/ou la Lettre électronique

FARNET, faites parvenir vos coordonnées

(nom, organisation, adresse, courriel

et n° de téléphone) à l'adresse:

info@farnet.eu

Tenez-nous au courant

Les publications FARNET sont autant

de ressources pour tous celles et ceux

qui œuvrent à la construction d'un avenir

durable pour les territoires de pêche

d'Europe. Tenez-nous au courant des

activités qui pourraient intéresser d'autres

groupes et intervenants dans ce domaine.

Nous aimerions notamment connaître

vos expériences réussies, événements

importants, annonces, mais aussi vos

idées et propositions d'échanges et de

coopération avec d'autres territoires.

info@farnet.eu

ISSN 1831-5747



9 771831 574008



Office des publications



Commission européenne
Affaires maritimes et Pêche